

*L'Action française est la formation d'extrême droite la plus ancienne dans l'espace politique français. Pour reprendre l'expression de l'historien Michel Winock, elle a pu servir « de fixation à la purulence anti-démocratique ». L'Action française a bénéficié d'une réputation de « centre de formation intellectuelle ». Minée par des scissions à répétition et figée dans le ressassement perpétuel de l'idéologie maurrassienne, elle n'en a pas moins formé politiquement plusieurs cadres de l'extrême droite et a constitué une source d'inspiration pour le Front national.*

*La catastrophe politique de Charles Maurras[1] n'a pas anéanti l'influence du Maurras doctrinaire. Maurras a construit une pensée systémique qui a séduit bien au-delà des cercles nationalistes et a influencé de manière plus ou moins diffuse nombre de militants qui ont rejoint d'autres familles politiques de « l'opposition nationale », des milieux catholiques traditionnalistes[2], de la droite conservatrice classique (Philippe de Villiers, Alain Carignon, Patrick Buisson, etc.). Beaucoup ont effectué pour reprendre l'expression de Raoul Girardet un « stage à l'AF ».[3]*

\*\*\*

## Retour sur l'Action française

Petit groupe créé en 1898, suite des retombées de l'affaire Dreyfus, doté en 1905 d'un Institut puis d'une ligue militante, l'Action française a donné son nom, en 1908, à un célèbre quotidien. Entre temps, de républicaine, elle est devenue royaliste sous l'impulsion de Charles Maurras, responsable de l'élaboration et des choix doctrinaux.

Elle a regroupé autour de ses fondateurs – Charles Maurras, Maurice Pujo, Henry Vaugeois – des collaborateurs tels que Léon Daudet et Jacques Bainville. Le quotidien, qui va paraître jusqu'en 1944, et dont l'impact a été énorme, semble à lui tout seul incarner le mouvement. C'est le journal qui assure la solidité de l'ensemble et surtout de tous ceux qui se disent d'AF. La pensée de Maurras y joue un rôle capital et l'on est maurrassien avant d'être royaliste[4]

L'Action française se considère investie d'une mission de Salut public, en l'absence du roi, qu'elle doit mener à bien malgré la République (« la femme sans tête, la gueuse »). Le but, le leitmotiv de l'Action française, est la restauration de la monarchie traditionnelle, héréditaire, antiparlementaire et décentralisée (la théorie du quadrilatère) dont l'héritier appartient à la Maison d'Orléans.

Dès 1947, l'Action française renaît avec la parution d'un bimensuel *Aspects de la France et du Monde*, qui va se muer en *Aspects de la France* (les initiales rappellent l'ex-AF dont la référence est interdite depuis la Libération), codirigé par Georges Calzant et Xavier Vallat (ex-commissaire aux questions juives du gouvernement de Vichy en avril 1941, qui se déclare « Antijuif parce que xénophobe »). L'association *Les Amis d'Aspects de la France* est créée.

En 1955, une nouvelle organisation voit le jour, la Restauration nationale, dirigée par Pierre Pujo et Pierre Juhel[5]. Opposée à l'indépendance de l'Algérie, la Restauration nationale va apporter un soutien logistique à l'OAS-Métro dirigée par Pierre Sergent. On la retrouve aux côtés des mouvements anti-IVG, puis dans les campagnes en défense de la Calédonie française, appliquant un des axes stratégiques clef de l'Action française : le compromis nationaliste (alliance avec d'autres forces politiques sur un sujet précis).

L'histoire de la Restauration nationale va être marquée par de nombreuses scissions dont la plus importante a été, en mars 1971, la création de la Nouvelle Action française devenue la Nouvelle Action royaliste, dirigée par Bertrand Renouvin. Suite à une nouvelle scission menée par Hilaire de Crémiers, le mouvement se voit retirer la dénomination de Restauration nationale et se transforme en Centre royaliste d'Action française (CRAF).

Hilaire de Crémiers et son groupe sont les seuls autorisés à utiliser le sigle de Restauration nationale (en 2002, publie *Politique magazine*). De 1998 à 2018, le journal devient successivement *Action française hebdo* puis *Action française 2000* qui cesse de paraître en 2018 et est remplacé par *Le Bien commun*. En 2018, le CRAF et la Restauration nationale se regroupent sous la dénomination de CRAF.

En 2018, nouvelle scission, Elie Hatem, Gabrielle Pujo (sœur de Pierre), Michel Fromentoux (ancien rédacteur d'Aspects de la France) et André Charles, s'appuyant sur l'association Amitié et Action française-Provence, lancent une Action française dissidente, estimant que le CRAF a abandonné « l'essentiel de notre doctrine », en particulier « le nationalisme intégral ».

De son côté, le CRAF accuse l'AF version Hatem de faire « la promotion du Maréchal Pétain, de Robert Faurisson ou de Jean-Marie Le Pen ». Le groupe d'Hélie Hatem « n'a strictement rien à voir avec notre mouvement. Nouvelle tension entre les deux groupes, le CRAF soutient Éric Zemmour. Ses dirigeants, François Bel Ker et Antoine Berth déclarent à *Mediapart* : « On fournit une bonne partie de l'équipe de campagne chez les jeunes » de Génération Z. Le CRAF espère ainsi récupérer quelques forces dans le vivier zemmourien.

Se réclamant de la contre-révolution, l'AF a développé une philosophie délibérément réactionnaire, xénophobe et antisémite. Maurras écrivait ainsi, le 23 février 1911, dans *l'Action française* :

« Le Juif d'Algérie, le Juif d'Alsace, le Juif de Roumanie sont des microbes sociaux. Le Juif de France est microbe d'État : ce n'est pas le crasseux individu à huppelonde prêtant à la petite semaine, portant ses exactions sur les pauvres du village, le Juif d'ici opère en grand secret ».

Cet antisémitisme sera toujours présent après-guerre. Suite à l'arrivée de Pierre Mendès-France à la présidence du Conseil (1954-1956), parlant du « juif Mendès », *Aspects de la France* titrait « Gare à la dictature juive ». Lors du vote de la loi sur l'IVG, l'hebdomadaire royaliste interpellait Simone Veil (qualifiée de « tricoteuse de Giscard ») en ces termes :

« Si vous étiez ministre de la santé d'Israël, mettriez-vous autant d'acharnement à détruire dans l'œuf les futurs petits juifs que vous en mettez à vouloir occire les futurs petits français ? L'avortement n'est bon que pour les Goymys ! ».

Avec la nouvelle direction, les traces d'antisémitisme ont disparu des publications du mouvement. La création de l'Etat d'Israël dont « le territoire doit être le plus vaste possible afin que les juifs puissent tous ou presque s'y installer » va permettre à certains courants de l'extrême droite de se positionner en défense de l'Etat d'Israël pendant la guerre des Six-Jours. Xavier Vallat se réclame alors « d'un sionisme intégral, seule solution raisonnable et efficace du problème juif » [6].

## De l'actualité du maurrassisme[7]

La démarche de Charles Maurras s'est voulue une tentative globale d'explication avec comme solution miraculeuse le rétablissement de la monarchie, c'est-à-dire de son point de vue le rétablissement de l'ordre et la disparition de la République, régime selon lui déliquéscent, notamment parce qu'il est issu de la Révolution française.

Cependant, tous les combats de Maurras se sont soldés par des échecs : anti-dreyfusard, le dreyfusisme a gagné ; royaliste désavoué par le prétendant au trône ; défenseur de l'Église contre la République anti-cléricale, il est condamné par l'Église et la période vichyssoise a gravement compromis sa cause. La problématique du maurrassisme est datée et son apologétique monarchique hors-jeu.

Cependant, la postérité intellectuelle du maurrassisme demeure non négligeable et la traçabilité maurrassienne se retrouve chez certaines composantes du mouvement national-populiste. Même si la thématique semble relativisée dans le discours mariniste, cela n'a pas toujours été le cas et même des personnalités comme Marion Maréchal n'hésitent pas à faire référence à l'Action française et à son fondateur.

En 2013, elle a déclaré, répondant aux questions de l'Action française que « le Front national emprunte le slogan de l'Action française : Tout ce qui est national est nôtre ». Invitée, le 7 mai 2016 au colloque du Centre royaliste d'Action française, elle affirmait que « le Front national est le plus monarchiste des partis français, en ce sens où il est le dernier à défendre les fonctions régaliennes de l'Etat » et d'ajouter que Charles Maurras est « un penseur politique de premier rang ».[8]

Le nationalisme ethnocentrique de Jean-Marie Le Pen a reflété l'accentuation d'un des points majeurs du nationalisme intégral. Empruntant des termes puisés chez Maurras, Le Pen a voulu s'affirmer comme le principal défenseur de l'identité française face au cosmopolitisme, à la décadence et à un supposé ennemi intérieur. Il a instrumentalisé, comme les contre-révolutionnaires, le repli identitaire, xénophobe, la crise du politique et l'angoisse de la perte du rang international de la France.

Le Rassemblement national et Marine Le Pen jouent la même partition. Jean-Marie Le Pen s'est approprié d'autres points forts de la thématique maurrassienne : la question de l'immigration et le binôme « Pays légal-Pays réel ». Le « Pays réel est ce sur quoi le « Pays légal » vit en parasite : c'est-à-dire la société civile, l'ensemble des forces vives de la nation. En termes lépénistes : « l'établissement vit aux crochets du peuple ».

Si l'on suit Jean de Pénaros (pseudo de Jean Sévillia, ancien dirigeant de la Restauration nationale, collaborateur du Figaro-histoire) :

« La distinction entre le Pays légal et le Pays réel en France est inséparable de l'analyse de la démocratie [...]. L'Etat démocratique agit comme un organe arbitrairement enté sur la nation ».[9]

Quant à la stigmatisation de l'immigration et à son utilisation comme fonds de commerce électoral, ce n'est qu'une adaptation de l'actualité de la pensée de Maurras. Dans *l'Action*

française du 6 juillet 1912, Maurras écrivait :

« Nous avons le droit de faire nos conditions aux nomades que nous recevons sous nos toits et nous avons le droit de fixer la mesure dans laquelle se donne une hospitalité que nous pourrions ne pas donner ».

Comme pour l'antisémitisme, il suffit de désigner un bouc-émissaire. Marine Le Pen marche sur les traces de Maurras lorsqu'elle attaque l'islam, présenté comme un danger réel et le musulman comme la menace séculaire du Sarrasin contre la chrétienté, et lorsqu'elle s'oppose à la construction de mosquées[10].

La pop-star de l'extrême droite Éric Zemmour enfourche le même cheval et part à « la reconquête » de la France[11]. Dans l'introduction de son ouvrage *Le suicide français*, publié en 2014, Zemmour rendait un hommage appuyé à Maurras : « Maurras exalta jadis les quarante rois qui ont fait la France ; il nous faut désormais conter les quarante années qui ont défait la France ». Dans les colonnes de *l'Action Française* datées du 13 juillet 1926, Maurras commentait, en ces termes, l'inauguration de la mosquée de Paris :

« S'il y a un réveil de l'Islam, je ne crois pas que l'on puisse en douter [il] représente une menace pour notre avenir [...], quelque chose qui ressemble à une pénétration de notre pays ».

L'Action française se réclame d'un « royalisme de combat ». Dans la ligne des Camelots du Roi, ses militants cherchent à occuper la rue et l'espace laissé vacant par la dissolution de Génération identitaire. La Manif pour tous a ainsi permis à l'Action française somnolente et dont les principales activités se cantonnaient à des commémorations (Jeanne d'Arc, la mort de Louis XVI, etc.) et à la vente de son journal, de se refaire une santé, de tenter de retrouver un espace de visibilité, de « royaliser » les mobilisations, en mettant à disposition sa logistique et son service d'ordre.

L'Action française était présente à la manifestation dite « Jour de Colère » où des slogans antisémites ont été scandés. Certains groupuscules pensaient « que le coup de force était possible », pour reprendre un concept maurrassien. Ses militants ont mené des actions violentes à Marseille, Bordeaux, Lyon, Paris, Montpellier. Des commandos royalistes sont intervenus en 2017 contre les occupations de certaines facultés et des assemblées générales d'étudiants (Sorbonne, Tolbiac, Strasbourg, Centre Universitaire Paul Valéry à Montpellier, Sciences Po- Rennes), raids de commandos anti-blocage devant les lycées parisiens (Voltaire, Louis Le Grand, Montaigne).

Des affrontements ont eu lieu avec les antifascistes, à Saint-Etienne, en 2018 lors de l'inauguration d'une section de l'AF, à Marseille où les royalistes, suite à une scission de l'AF-Provence, se sont associés au GUD et ont ouvert un local sous l'étiquette Bastion social. Le député de la France insoumise, Eric Coquerel a été victime d'un entartrage effectué par un militant royaliste en avril 2018.

Certains ex-militants de l'AF ont été tentés par le terrorisme. En juin 2017, Logan Nisin, fan d'Anders Breivik, est arrêté à Vitrolles, ainsi qu'une dizaine de personnes (certaines sont encartées au Parti de la France de Carl Lang) en Seine-Saint-Denis et à Marseille. Nisin et son groupuscule baptisé « OAS » en référence à l'Organisation-Armée-Secrète, organisation terroriste défendant la colonisation française de l'Algérie, projetaient des attentats contre des personnalités politiques[12]. L'AF s'est empressée de publier un communiqué rédigé

« Contre la diffamation, contre une tentation terroriste d'ultra droite. Nous réaffirmons ici que ces agissements solitaires étaient parfaitement inconnus des membres et des cadres de notre organisation. Toute son histoire (de l'AF) prouve son refus de l'action terroriste ».

En mars 2018, un commando d'AF a pénétré dans l'enceinte du Conseil régional d'Occitanie, accusé « d'islamo-gauchisme »[\[13\]](#). Que pense Gérard Darmanin, qui a fait un séjour, dans sa jeunesse dans les rangs de l'AF, de ce raid ? Sur CNEWS, le Ministre de l'Intérieur n'a-t-il pas déclaré que « l'Action française est une association dont chacun connaît le fait qu'elle veut remplacer la République par la royauté. C'est la grandeur de la démocratie que des gens veulent remplacer son régime ».

Rappelons que Maurras considérait la démocratie comme une « mécanique à détruire »[\[14\]](#) qui renversait « l'ordre naturel des choses ». Qu'en pense Emmanuel Macron qui trouve « absurde de dire que Charles Maurras ne doit plus exister » et qu' « il y a dans le processus démocratique et dans son fonctionnement un absent [...], cet absent est la figure du roi dont je pense [...] que le peuple français n'a pas voulu sa mort »[\[15\]](#).

Entendant profiter de la dissolution de Génération identitaire par le gouvernement, l'AF, nostalgique des Camelots du Roi, cherche à occuper la rue. Le virus contre-révolutionnaire et le fantôme du maurrassisme sont toujours vivants.

\*

Illustration : photo de 1927 / Défilé en hommage à Jeanne d'Arc / Wikimedia Commons.

## Bibliographie indicative pour aller plus loin

Dard, Olivier, *Charles Maurras*, Paris, Armand Colin, 2013.

Gautier, Jean-Paul, *La Restauration nationale. Un mouvement royaliste sous la 5<sup>e</sup> République*, Paris, Syllepse, 2002.

Joly, Laurent, *Naissance de l'Action française*, Paris, Grasset, 2015 ;

Prévotat, Jacques, *L'Action Française*, Paris, PUF, Que sais-je, n° 3692, 2004

Weber, Eugen, *L'Action française*, Paris, Stock, 1962, réédition, Fayard, 1985 et Hachette-Histoire.

## Notes

[\[1\]](#) Arrêté en septembre 1944, condamné pour « intelligence avec l'ennemi », Maurras a été détenu à la prison de Riom puis à la Maison centrale de Clairvaux de 1945 à 1952, bénéficiant d'une grâce médicale en 1952, il décède le 16 novembre 1952. A son procès, à

la lecture de l'énoncé du verdict, sortant de la salle d'audience, Maurras s'est exclamé : « C'est la revanche de Dreyfus ».

[2] La Fraternité sacerdotale Saint Pie X , fondée par Mgr Lefebvre, se déclare favorable à l'instauration du « règne du grand monarque et du saint pape, chacun dans son domaine restaurateur de la France et de l'Église dans une alliance parfaite »

[3] Girardet, Raoul, « L'héritage de l'Action française », *Revue des sciences politiques*, octobre-novembre 1957, p. 529-546.

[4] Capitan-Peter, Colette, Charles Maurras et l'idéologie d'Action française, Paris , Le Seuil, 1972, p.175 , Weber, Eugen, L'Action française, Paris, Fayard, 1985. Prévotat, Jacques, L'Action française, Paris, PUF, Que sais-je ?, n°3692, 200, Joly, Laurent, Naissance de l'Action française, Paris, Grasset, 2015, Nguyen, Victor, Aux origines de l'Action française. Intelligence et politique vers 1900, Paris, Fayard, 1991, Dard, Olivier, Charles Maurras, Paris, Armand Colin, 2013.

[5] Gautier, Jean-Paul, La Restauration nationale. Un mouvement royaliste sous la 5<sup>e</sup> République, Paris, Syllepse, 2002

[6] Vallat, Xavier, « Mes raisons d'être sioniste, *Aspects de la France*, 22 juin 1967. Sur la position de la RN pendant la guerre des Six Jours, Brune, Jean, « Mourir pour Akaba », *Aspects de la France*, 22 juin 1967. Drieu La Rochelle pouvait ainsi écrire : « Je meurs antisémite (respectueux des juifs sionistes)...J'aurais aimé sincèrement les juifs chez eux, cela ferait un beau peuple », in *Journal 1939-1945*, Paris, 1992, Gallimard. Lucien Rebatet, écrivain antisémite, auteur de « Les décombres », éditions Denoël, 1942, ajoute dans les colonnes de *Rivarol* en juin 1967 que « la cause d'Israël est là-bas celle de tous les Occidentaux ». Se reporter à Gautier, Jean-Paul, op.cité, p.154-161.

[7] Gautier, Jean-Paul, Le fantôme du maurrassisme, *Contre Temps*, n°22, 3<sup>e</sup> trimestre 2014, p.59-73 et l'Action française : le poison contre-révolutionnaire, blog Entre les lignes entre les mots, 4 avril 2021.

[8] Bastié, Eugénie, Marion Maréchal-Le Pen devant l'Action Française, *Le Figaro*, 7 mai 2016. Se reporter à Blanc, William : Le spectre de Charles Maurras. Comment le néo maurrassisme fabrique le roman national, mars-avril 2017.

[9] Ces dernières années ont connu une utilisation répétée du concept de Pays légal, Pays réel. La « Manif pour tous » a pu apparaître pour la droite extrême, l'extrême droite et les catholiques traditionnalistes comme la mobilisation du Pays réel et l'expression d'un « ordre naturel » des choses gravé dans le marbre. Les manifestations des Gilets jaunes ont pu apparaître pour certains comme l'expression du Pays réel. Nicolas Sarkozy, en novembre 2015 dénonçait : « Le décalage [...] profond entre le pays virtuel tel qu'il est décrit depuis longtemps à longueur d'articles et le Pays réel ». Jean-François Copé tenait des propos similaires dans les colonnes du Monde le 2 août 2012. En 2018, Laurent Wauquiez saluait deux victoires des Républicains lors d'élections législatives partielles en ces termes : « Le Pays réel a parlé ». La République en marche n'est pas en reste. Benjamin Griveaux a justifié la visite de ministres sur le terrain par cette phrase : « C'est le Pays légal qui rencontre le Pays réel ». Devant les députés de la majorité, réunis à l'Élysée, Emmanuel Macron, pour appuyer sa démonstration, a repris le concept maurrassien : « Le problème qu'on a politiquement, c'est qu'on a pu donner le sentiment à nos concitoyens qu'il y avait un Pays légal et un Pays réel ». Il admettait qu'il y a bien l'existence d'un sentiment de

déconnexion entre « le peuple » et « les élites ». A gauche, Julien Dray a considéré que le Pays réel n'était pas représenté dans le débat politique. Lors du débat sur la réforme des retraites la France insoumise a déposé de très nombreux amendements. Pour justifier cette action, la députée Clémentine Autain a déclaré que c'est : « Une méthode d'interpellation pour faire écho au Pays réel ».

[10] Se reporter à Gautier, Jean-Paul, De Le Pen à Le Pen, continuités et ruptures, Paris, Syllepse, 2015, P. 75-85

[11] Eric Zemmour, meeting de Villepinte , 6 décembre 2012. Le nouveau parti, lancé par Zemmour se nomme Reconquête. On peut y voir une référence à la Reconquista menée par les souverains espagnols, Isabelle la Catholique et Ferdinand d' Aragon contre les musulmans et qui se solda, en 1492, par la prise de Grenade et l'unification de l'Espagne. Les catholiques traditionnalistes des Comités Chrétienté-Solidarité, dirigés par Romain Marie, publient le bulletin *Reconquête*, défenseur « d'une France chrétienne et française » qui dénonce « une France multiraciale, pluriethnique, métissée jusque dans l'âme...Une France libanisée », éditorial, n° 29.

[12] Jean-Luc Mélenchon et Christophe Castaner étaient visés.

[13] « Concept » dont se gargarisent à la fois l'extrême droite, la droite, le gouvernement et certains à gauche.

[14] *Action française*, 25 décembre 1930. Se reporter au « Dictionnaire politique et critique » ( DPC), article « Démocratie.

[15] Déclaration d'Emmanuel Macron, alors Ministre de l'Economie, à l'hebdomadaire *Le 1*, juillet 2015. En 2018, le gouvernement entendait commémorer les 150 ans de la naissance de Maurras. Devant la montée des protestations, il a du faire marche arrière